



M, Mme, Mlle .....  
né(e) le ..... à .....  
domicilié(e) à .....

à  
Monsieur le Ministre,

Je soussigné(e), ....., sollicite mon interdiction volontaire de jeux sur l'ensemble du territoire national, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 14 mai 2007 modifié relatif à la réglementation des jeux dans les casinos, de l'article 38 de l'arrêté du 15 juillet 1947 modifié portant instruction ministérielle sur la réglementation des jeux dans les cercles de jeux de hasard et de l'article 2 du décret n° 2010-518 du 19 mai 2010 relatif à la mise à disposition de l'offre de jeux et de paris par les opérateurs agréés de jeux ou paris en ligne.

Je reconnais avoir été informé(e) que cette mesure est prise pour une durée initiale de trois ans, sans possibilité de la réduire. Elle sera reconduite, sans nouvelle démarche de ma part, tacitement, à l'issue de cette durée initiale de trois ans. Dans cette hypothèse, cela signifie que je continuerai à être interdit (e) de jeux dans les casinos, les cercles de jeux de hasard et sur les sites de jeux en ligne.

Si je souhaite ne plus être exclu(e) de jeux, soit à l'issue de la période initiale de trois ans, soit par la suite sans nouvelle condition de délai minimum, je devrai en faire la demande directement auprès du Ministère de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Cabinet du Directeur – Bureau des cercles et jeux - Place Beauvau – 75008 PARIS – en joignant à ma demande une photocopie recto-verso copie de ma pièce d'identité.

Je suis informé(e) que mes nom et prénom, date et lieu de naissance feront l'objet d'un traitement informatisé dont les destinataires seront le Ministère de l'Intérieur, les services spécialisés de la police judiciaire, les cercles de jeux, les casinos et l'autorité de régulation des jeux en ligne (A.R.J.E.L.) en vertu de l'article 26 de la loi du 12 mai 2010.

Le droit d'accès aux informations me concernant et de rectification éventuelle pourra s'exercer auprès du Ministère de l'Intérieur – DLPAJ – Cabinet du Directeur – Bureau des cercles et jeux – place Beauvau – 75008 Paris.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en mes respectueuses salutations.

Fait à ....., le .....

**Signature** (précédée de la mention "lu et approuvé")